

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 24 (1974)

Heft: 1

Buchbesprechung: Aspects des relations franco-suisses au temps de Louis XVI [Philippe Gern]

Autor: Jequier, M.C. / Nicod, F.

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'ensemble de ces actes permet de mieux cerner l'activité des familles influentes dans la châtellenie, à commencer par les Oron, les Illens, les Prez; de dresser une liste des châtelains de Rue; de faire la connaissance d'un certain nombre d'ecclésiastiques, par exemple de quelques curés de Promasens, de Saint-Martin et d'autres lieux.

Un petit ennui est suscité par la triple numérotation utilisée dans ce fascicule (celle du fonds lui-même, qu'une brève explication aurait pu clarifier; celle du regeste, et celle des transcriptions); quelques hypothèses de l'introduction sont un peu fragiles (privilège du notariat «aux bourgeois des villes d'une certaine importance», p. 10; évaluation d'une population d'après des portions de familles apparaissant dans les actes notariés, p. 15 sq.).

Même si certaines coquilles n'ont pu être éliminées, nous remercions beaucoup Monsieur Morard d'avoir affronté et surmonté les difficultés qu'offre la publication de tels documents.

La Tour-de-Peilz

Jean-Pierre Chapuisat

PHILIPPE GERN, *Aspects des relations franco-suisses au temps de Louis XVI*. Neuchâtel, Ed. de la Baconnière, 1970. In-8°, 276 p. (coll. «Le Passé Présent»).

L'intéressant ouvrage de M. Gern se proposait, au départ, d'étudier le renouvellement de l'alliance franco-suisse de 1777; déjà étudiée par Hélène Wild¹, principalement sur la base de documents suisses, cette alliance nous est présentée par M. Gern à la lumière de nombreux documents français jusqu'ici inexploités, qui nous apportent une foule de renseignements non seulement sur les tractations diplomatiques, mais encore sur les intérêts économiques et financiers en jeu. Le sous-titre d'ailleurs: *Diplomatie-Economie-Finances* révèle le propos de l'auteur, confirmé par le plan de son ouvrage: I. Les relations franco-suisses de 1712 à 1774; II. Le renouvellement de l'alliance franco-suisse de 1777; III. Les fruits de l'alliance.

Les deux premières parties traitent de la négociation diplomatique. Après une introduction (I) qui résume dans les grandes lignes les relations franco-suisses de 1712 à 1774, tout en confirmant ou infirmant ici et là certaines «vérités», M. Gern aborde dans son second chapitre le récit détaillé des années qui précédèrent le renouvellement de l'alliance, soit depuis la mort de Louis XV et l'accession au trône de Louis XVI. Il met en lumière les raisons qui poussent la France, qui avait signé en 1715 une alliance séparée avec les cantons catholiques, à revoir sa politique et à inclure les protestants dans une nouvelle alliance; si, du côté de la France, le principal artisan de cette évolution est le ministre Vergennes, ce sont les cantons évangéliques qui, en Suisse, commencent à percevoir les inconvénients d'être tenus à l'écart de

¹ Helen Wild, *Die letzte Allianz der alten Eidgenossenschaft mit Frankreich vom 28. Mai 1777*. Zurich 1917 (Schweizer Studien z. Geschichtswissenschaft Bd. 10 Heft 2).

l'alliance avec la France ; les visées annexionnistes de Joseph II et l'exemple fâcheux du partage de la Pologne expliquent en grande partie ce revirement. En se basant sur des sources de première main, tant françaises que suisses (bernoises et zurichoises en particulier), M. Gern démonte un à un les délicats mécanismes des susceptibilités cantonales, des jalousies et des rivalités entre factions à l'intérieur même des cantons, des séquelles des guerres de religion ; il fait ainsi apparaître clairement comment, malgré des intérêts apparemment inconciliables, on aboutit finalement à un accord. L'importance du rôle de l'ambassadeur français à Soleure, le propre frère du ministre Vergennes, ainsi que celui du ministre lui-même dans les négociations, met en relief les pressions exercées par la France sur les cantons suisses et l'étroite dépendance de ceux-ci par rapport à leur puissante voisine.

La description de la pompe qui accompagna la signature du traité clôt ce chapitre essentiellement descriptif, mais remarquablement documenté. M. Gern conclut en essayant de faire ressortir la spécificité de ce traité, éphémère, par rapport aux précédents : «Le principe de la neutralité apparaît désormais comme le fondement de l'alliance et des relations politiques entre les deux nations...»

Mais c'est dans son troisième chapitre que la contribution de M. Gern est la plus originale et la plus intéressante. Relevant l'importance que les Suisses attachaient, dans le traité de 1777, aux articles relatifs aux pensions, au sel et aux priviléges commerciaux, l'auteur développe ces aspects jusqu'ici négligés.

Le premier aspect, celui des pensions, dont M. Gern fait un inventaire détaillé, nous introduit dans le monde complexe du service financier du roi en Suisse, complexité aggravée par les dettes que la Couronne a contractées tant auprès des particuliers que des cantons, vu son incapacité à payer les troupes suisses.

Rappelant, dans le chapitre suivant, l'importance du rôle que le sel a joué au cours de l'histoire, M. Gern souligne que le traité de 1777 ne fait, dans ce domaine, que sanctionner un état de choses préexistant, que l'auteur nous livre tant sous l'aspect de la production que des transports et des prix. La France croyant tenir là une nouvelle arme politique, doit se résoudre à abandonner ses prétentions devant la concurrence allemande et sa propre incapacité à honorer ses contrats.

Quant aux priviléges des commerçants suisses en France, épine dans le pied des commerçants français, ils furent discutés dans des négociations ultérieures. Analysant ce problème, M. Gern donne, dans son troisième chapitre, des tableaux détaillés des exportations respectives des deux pays à la veille de la Révolution².

² Voir également l'article et les tableaux de l'auteur, parus sous le titre «Les échanges commerciaux entre la Suisse et la France au XVIII^e siècle», dans la *Revue Suisse d'Histoire*, 21 (1971), pp. 64-95.

De cet ouvrage intéressant, sérieux et fouillé, sanctionné en 1972 par le prix Auguste Bachelin, on peut retenir la multiplicité des aspects que peut revêtir une négociation ramenée trop souvent, à tort, à son simple dénominateur diplomatique.

Face à une matière aussi abondante et nouvelle, on eût pu souhaiter que la consultation en fût rendue plus aisée par des tableaux plus nombreux, qui eussent permis de décharger un texte suffisamment dense.

Lausanne

M. C. Jequier et F. Nicod

ERICH GRUNER, *Politische Führungsgruppen im Bundesstaat*, Bern, Francke, 1973. 104 S. (Monographien zur Schweizer Geschichte, Bd. 7.)

«Im Hinblick auf die bereits veröffentlichten Bände über die Bundesversammlung von 1848 bis 1968 betrachte ich die vorliegende Monographie als Versuch, eine Quintessenz aus den dort verarbeiteten Resultaten vorzulegen» (S. 5). Erich Gruner umreisst mit diesen Worten den Charakter seiner kleinen, jedoch auf umfangreichen Untersuchungen und Studien beruhenden Schrift. Seine grundlegenden Publikationen über die Bundesversammlung¹ dürften bestens bekannt sein. Ein Eingehen auf die gesamte Materie kann deshalb wohl unterbleiben, und es soll im folgenden nur versucht werden, im Vergleich mit den vorangegangenen Darstellungen Gruners neue Aspekte aufzuzeigen und einen möglichen kritischen Einwand beizufügen.

Gruner stellt dem eigentlichen Thema einen kurzen Abriss über das «schweizerische Regierungssystem» voran, in der Absicht, auch dem mit den schweizerischen Verhältnissen wenig Vertrauten den Zugang zu den anschließenden Ausführungen zu erleichtern. In der skizzenhaften Analyse des Regierungssystems dringen funktionale und systemtheoretische Überlegungen durch, die anzeigen, dass sich auch in der Schweiz die neuere Politologie durchzusetzen beginnt. Diese Tendenz manifestiert sich auch im Kapitel «Wahlrecht und Wahlsystem»; damit erhält die vorliegende Studie gegenüber den früheren Publikationen einen wesentlich neuen Aspekt, der die Gewichtung der verschiedenen analytischen Bereiche verändert. Die Ansätze einer modernen politologischen Betrachtungsweise zeigen sich übrigens auch in einzelnen Kapitelüberschriften wie «kulturelle Struktur des politischen Raums» oder «Karrieremuster».

Die Frage, inwiefern das Wahlsystem die Elitebildung beeinflusst, ist nicht nur im Hinblick auf den Wechsel vom Majorz zum Proporz von Interesse. Zwar zeigen Gruners Untersuchungen hier, dass die gängige Vorstellung vom «persönlichkeitsfreundlichen» Majorz keineswegs zutreffen. Interessanter und möglicherweise auch für weitere Forschung zukunftsweisend

¹ Die schweizerische Bundesversammlung 1848 bis 1920, 1920 bis 1968, *Helvetica Politica I, II, IV*, Bern 1966–1970. – Besprechung von Bd. I und II vgl. SZG 19, 1969, S. 906–909.